

Sommaire

- 05** Édito
Christopher Noto - Jessica Faraci
- 06** Manif Enseignement : Écho du Luxembourg
Entretien par Stéphanie Moins
- 10** 13 décembre, 13 janvier et 13 février : Qui sème la misère, récolte la colère
MJS - Maëlys Hennaux
- 12** Manif Enseignement : *I have a dream...* Arizona dream ?
Enseignante de Bruxelles
- 16** Jeunes FGTB et Jeunesse unis contre les mesures Arizona
Jeunes FGTB
- Chronique d'une Détachée pédagogique en sac à dos
- 18** 1. Plan T : Planter à la mode Thiagi
- 20** 2. Plan T : Semer la diversité
- 22** 3. Plan T : Comment planter en s'amusant ?
ProJeuneS - Stéphanie Moins
- 24** OXYJeunes fête ses 30 ans
OXYJeunes
- 26** La course inégale aux minerais de la transition énergétique
Solsoc
- 30** Colloque : L'analyse de l'impact dans l'action sociale. Entretien
STICS
- 35** STICS : Modules avril-juin 2025

Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Président
Christopher Noto

Secrétaire générale
Jessica Faraci

Coordinateur de projets
Nicolás Fernandez

Chargée de formations
Delphine Gantois

Assistante de formations
Catherine Barette

Détachée pédagogique
Stéphanie Moins

Coordination,
Infographie et Mise en page
Alain Detilleux

Logistique et communication
Rosario Fontana

Secrétariat
Marielle Delbaere

Juriste
Adrien Farcy

Rédaction du Pro J
ProJeuneS asbl
bd de l'Empereur 15|3
1000 Bruxelles

02 513 99 62
edition@projeunes.be | projeunes.be
facebook.com/projeunes

Retrouvez ce numéro en ligne :



Les propos tenus dans les textes relèvent de l'entière responsabilité de leurs auteurs.
Nous remercions sincèrement tous les intervenants extérieurs qui ont apporté leur contribution à ce numéro.

Chères lectrices, chers lecteurs,

Je me présente, Christopher Noto, président de ProJeuneS depuis fin octobre 2024 et employé chez OXYJeunes. C'est avec enthousiasme et honneur que je prends la parole dans cet éditorial.

Comme vous le savez, ProJeuneS est une fédération d'Organisations de Jeunesse (OJ). Mon objectif principal est de redynamiser notre fédération après une période difficile. Pour y parvenir, il est essentiel de renforcer les collaborations entre les différentes OJ qui la composent. Je suis fermement engagé à défendre nos valeurs communes et à promouvoir notre engagement collectif.

Avec l'organe d'administration, nous avons décidé de reformer un bureau constitué de trois membres: Catherine (Jeunes FGTB), Nadia (CIDJ) et moi-même. Notre objectif est d'être disponibles et de soutenir activement notre équipe. L'arrivée de Jessica, notre nouvelle Secrétaire Générale, marque également un vent de renouveau pour ProJeuneS et ses membres. Je lui souhaite la bienvenue et suis convaincu que nous collaborerons efficacement.

Avec une équipe motivée et un accompagnement bienveillant, nous disposons de tous les atouts pour faire progresser nos projets. Merci de votre confiance. Ensemble, continuons à construire l'avenir.

Christopher Noto — Président

Bonjour à toutes et à tous,

Je suis Jessica Faraci et c'est avec enthousiasme que j'endosse à partir de mars 2025, la fonction de Secrétaire Générale de ProJeuneS, aux côtés de l'équipe de ProJeuneS, de ses membres et de son président, Christopher Noto.

Aujourd'hui plus que jamais, je mesure à quel point les jeunes font face à des défis immenses. Entre les choix budgétaires qui impactent directement leur quotidien, le manque de ressources pour les accompagner et une société qui peine parfois à leur faire une place, il devient essentiel de ne pas rester spectatrice.

Je suis profondément convaincue que chaque jeune mérite d'être entendu, soutenu et encouragé. Leur voix doit compter dans les décisions qui les concernent, car ce sont elles et eux qui construiront le monde de demain. Face aux défis actuels, mon engagement reste intact, et même renforcé: je veux continuer à me mobiliser pour faire reconnaître leur place, leur garantir l'accès à des opportunités, à une éducation de qualité, ainsi qu'à des espaces où ils peuvent s'épanouir et être entendus.

Je refuse que l'on considère la jeunesse comme une simple donnée secondaire. Elle est une force, une richesse, une promesse d'avenir. Je suis déterminée à porter leur voix, à défendre leurs droits, à œuvrer pour un futur qui leur ressemble et à les accompagner pour devenir des CRACS: des Citoyens Responsables, Actifs, Critiques et Solidaires.

ProJeuneS est, à mes yeux, un des acteurs clés pour relever ces défis essentiels. En tant que Secrétaire Générale je me réjouis de soutenir avec l'équipe, nos associations membres et de pouvoir les représenter au mieux.

Je suis convaincue que c'est par la force du collectif que nous pouvons véritablement faire bouger les lignes. En rassemblant les énergies, en créant des ponts entre les acteurs et les actrices de terrain et en fédérant les initiatives, nous pouvons donner aux jeunes les clés pour s'épanouir et prendre toute leur place dans notre société.

Cette nouvelle aventure s'inscrit dans la continuité de mon engagement: agir pour une jeunesse qui a toute sa place au sein de notre société.

Jessica Faraci — Secrétaire générale
02.2025



Manif Enseignement: Écho du Luxembourg

Entretien avec une enseignante du Secondaire supérieur

06



Pro J: Les 27 et 28 janvier derniers, un nouveau mouvement de grève a poussé certains enseignants à se rendre à Bruxelles pour exprimer leur mécontentement, en rapport aux dernières décisions relatives à l'Enseignement. En faisiez-vous partie?

Oui, le 27 janvier.

Pro J: Pourriez-vous nous expliquer, en quelques mots, les principales raisons de ce mécontentement général? Quelles sont vos revendications?

Ma plus grande inquiétude concerne le qualifiant. Supprimer des heures et même plus une année complète, c'est inacceptable pour tous les jeunes qui avaient des projets bien déterminés. Je ne comprends pas que des décisions si importantes puissent être prises du jour au lendemain. Le minimum aurait été de décider cela pour ceux qui commencent un parcours qualifiant par exemple. On ne peut pas simplement supprimer une année du jour au lendemain. C'est la porte ouverte à un tas de dérives. De plus M^{me} Glatigny, bien qu'elle soit revenue dessus a bien évoqué (contrairement à ce qu'elle affirme aujourd'hui, par peur peut-être) de supprimer tout accès aux études supérieures pour les élèves du qualifiant. Elle affirme aujourd'hui le contraire mais pour moi, c'est justement la preuve que nos actions, nos révoltes portent un minimum leurs fruits. Supprimer des options avec un petit nombre d'élèves, cela semble peut-être anodin mais cela ne l'est pas. Si l'on combine les centaines et centaines de classes qui vont être fermées, cela signifie peut-être des économies (pour eux) mais cela signifie aussi des tas de jeunes qui vont se retrouver avec des seconds choix, ou pas de choix du tout.

La distance de 10 km entre deux écoles qui ont la même option ne tient pas, notamment en province du Luxembourg. On ne prend pas en compte la réalité du terrain. Que les politiciens viennent faire les heures de trajet en bus que certains élèves doivent réaliser chaque jour pour une poignée de kilomètres avant de prendre ce genre de décision. Pour le changement de statut, si cela ne change rien pour moi qui suis nommée, je m'inquiète pour l'avenir des plus jeunes. Cela peut sembler logique pour les personnes hors enseignement de modifier une nomination en CDI. Mais nous ne sommes pas des entreprises. Qui va gérer ces CDI? On promet plus de sécurité aux enseignants mais s'il n'y a plus d'heures, il n'y en a plus. Point. Et ce n'est pas en supprimant des classes qu'il y aura plus de travail. Pour moi, au lieu de tenter de rendre le métier plus attractif, ils tentent

de pallier la pénurie en supprimant des classes, en autorisant des classes toujours plus grandes.

Pour l'histoire des pensions, c'est un peu partout le même problème. Il n'empêche. Perdre 300 € mois (comme annoncé), ce n'est pas anodin. C'est avant tout un combat pour nos élèves et pour la démocratie. Je ne peux accepter que des décisions soient prises si rapidement, sans analyser les conséquences.

Pro J: De nombreux enseignants ont-ils rejoint le mouvement de grève?

Nous étions 30 000 à Bruxelles. Dans notre école, un tiers des profs/éducateurs étaient en grève. Ce n'est pas encore assez. Les jeunes temporaires par exemple n'ont pas bougé. Chacun ses convictions bien entendu. Mais c'est aussi leur avenir qui est en jeu.

Pro J: Qu'est-ce que ce type d'action impliquait pour eux, en matière salariale?

Une centaine d'euros en moins sur la fiche de paie par jour de grève. Pas anodin. Les gens nous disent « encore un jour de congé »? Pas sûre que tout le monde accepterait de perdre 100 ou 200 € de sa fiche de paie. Cela a d'ailleurs freiné certains collègues. Logique.

Pro J: Et pour les non-grévistes: se sont-ils présentés à l'école? Ont-ils donné cours?

Chez nous, oui. Comme un seul tiers de l'école était en grève, certains élèves avaient peu de cours,

Pro J: Pensez-vous que vos revendications sont bien comprises par les décideurs politiques et par le grand public?

Je pense que les décideurs politiques ont compris qu'on ne se laisserait pas faire, mais beaucoup veulent camper sur leurs positions. Pour eux, tout est une question de budget, de fric. Mais je ne comprends pas que l'enseignement, le social, le médical soient les premiers domaines où l'on décide d'économiser (d'autant qu'à long terme, c'est un très mauvais calcul). Pour le grand public, c'est mitigé. Mais très peu connaissent les raisons qui nous poussent à ces démarches. Les médias n'aident pas. J'en ai marre d'entendre dire que nous sommes des profiteurs, que nous avons déjà assez de jours de congé... C'est épuisant moralement de devoir se défendre. Et entendre que nous faisons toujours grève. Sérieusement? C'est la seconde fois en 18 ans pour ma part. Deux jours de grève en 18 ans...

07





Pro J: Vous faisiez partie de la manifestation à Bruxelles le 27 janvier. Comment s'est-elle déroulée ?

Elle s'est bien déroulée. Oui, c'était revendicateur. Oui, il y a eu quelques fumigènes, quelques œufs lancés sur les bâtiments MR et Engagés. Oui, il y a eu de la récupération politique (comme dans toute manif). Mais c'était une minorité. À nouveau, les médias et les politiciens ont mis en avant les quelques éléments « négatifs ». Mais c'était globalement stimulant. On sentait une vraie colère. Un vrai ras-le-bol. Cela peut sembler anodin, mais discuter avec des enseignants de tous horizons permet presque de se rassurer. « Je ne suis pas folle. Il n'y a pas que moi qui pense que tout va mal. Je ne suis pas la seule à être épuisée de devoir expliquer ce qui ne va pas ».

Pro J: Est-ce que vous avez ressenti un soutien de la part des citoyens, des parents ou d'autres secteurs ?

J'ai quelques amis qui m'ont écrit. Les proches, forcément. Ceux qui ont des enseignants dans leur milieu. Ou ceux qui ont des enfants qui ont eu un parcours différent du général. Ceux-là se sentent plus concernés. Une amie psychiatre aussi m'a donné son soutien en m'expliquant qu'il y avait beaucoup de similarités dans le milieu médical.

Pro J: Prévoyez-vous d'autres mouvements de grève ?

Je ne sais pas. Je sais qu'une journée plus « globale » est prévue en mars, mais c'est un jour de sortie culturelle avec les élèves pour ma part. Et ça, je ne peux pas l'abandonner. C'est un engagement et je ne voudrais pas que la culture trinque parce que je fais grève. Eux aussi ont leur lot de problèmes.

Pro J: Quels sont les changements que vous souhaiteriez voir pour améliorer vos conditions de travail et la qualité de l'enseignement ?

Déjà... des classes plus petites. On le martèle. C'est prouvé que l'enseignement fonctionne mieux avec des plus petits groupes. Mais cela coûte trop cher, donc... on fait l'inverse.

Pro J: Quels seraient, selon vous, les premiers pas que le gouvernement devrait faire pour répondre à vos attentes ?

La première chose, ça serait qu'ils sortent de leurs bureaux. Je suis consciente qu'ils doivent faire des économies, mais le minimum serait de ne pas nous réduire à des chiffres. Visiter des écoles (et pas

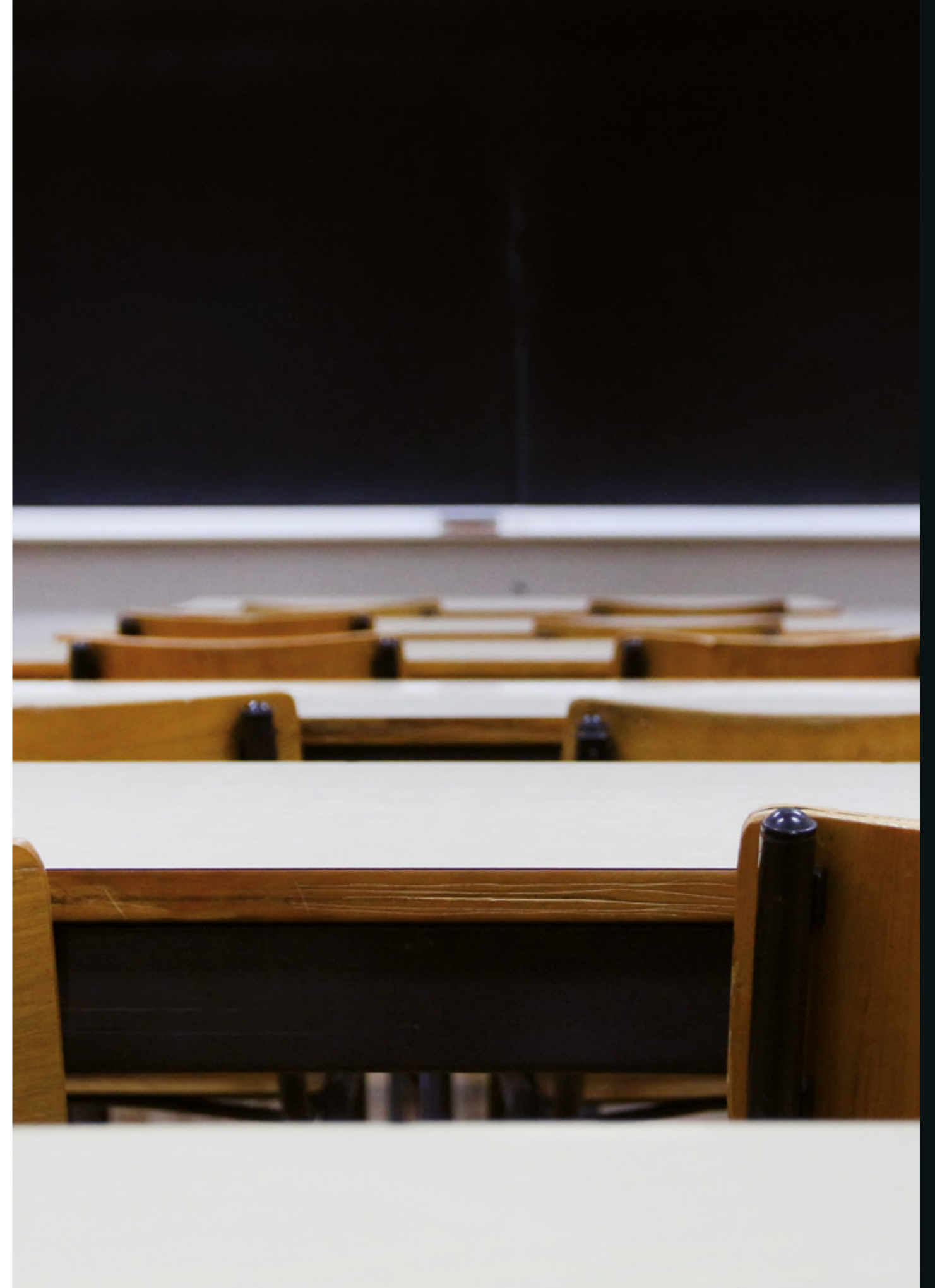
qu'à Bruxelles). Rencontrer des profs, des élèves. Passer quelques jours. Suivre un cours du qualifiant. Prendre les transports un commun. Suivre un cours avec 28 élèves et un autre identique avec 18... C'est illusoire. Mais je pense qu'il est important de prendre conscience de la réalité du terrain.

Pro J: Enfin, quel rôle pensez-vous que les enseignants, les parents et les élèves peuvent jouer ensemble pour construire un avenir meilleur pour l'éducation ?

Se mettre ensemble, déjà, plutôt que de se braquer l'un sur l'autre. De notre côté, il est essentiel d'informer nos élèves. La première grève, je n'ai pas pu la faire, car c'était une semaine avant les examens. Mais je leur ai expliqué ce qu'il se passait, sans jamais évoquer un parti ou un autre. On a un devoir de neutralité. Mais il faut qu'ils soient conscients que ce qu'ils entendent dans la presse est loin de la réalité (ou trop synthétique). Du côté des parents (et des élèves), nous faire confiance serait déjà un grand pas. On doit se justifier pour tout, tout le temps. Nous connaissons notre métier. Chacun a une approche différente. Mais la majorité tente de faire au mieux.

Entretien réalisé par **Stéphanie Moins**
Détachée pédagogique

02.2025





MJS asbl

jeunes-socialistes.be

**13 décembre, 13 janvier et 13 février:
Qui sème la misère, récolte la colère**

10



Le 13 février 2025, la Belgique a été le théâtre d'une mobilisation d'ampleur: une grève nationale majeure a rassemblé près de 100 000 personnes dans les rues du pays. Travailleurs, syndicats, étudiants, société civile et militants ont uni leurs voix pour dénoncer les réformes du gouvernement Arizona, jugées injustes et précarisantes. Ce mouvement s'inscrit dans une vague de contestation plus large contre une politique qui menace les acquis sociaux.

UNE RIPOSTE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

La grève a été déclenchée principalement en réaction aux mesures d'austérité proposées par le gouvernement de Bart De Wever. Ces mesures incluent d'importantes coupes dans les dépenses publiques et une réduction des budgets alloués aux services essentiels. Les syndicats dénoncent des réformes qui mettent en péril le pouvoir d'achat des citoyens et la qualité des services publics. En fragilisant ces derniers, ces politiques risquent d'accentuer les inégalités sociales et de détériorer les conditions de travail des employés du secteur public.

LE DÉBUT D'UN MARATHON DE RÉSISTANCE

On a tous entendu quelqu'un affirmer que les grèves et les manifestations ne servent à rien. Pourtant, elles ont joué un rôle clé dans l'histoire des luttes sociales. De nombreuses avancées, comme la limitation du temps de travail, les congés payés ou encore l'instauration de la Sécurité sociale, ont été obtenues grâce aux mobilisations des travailleurs. Sans ces luttes, ces droits fondamentaux n'auraient jamais vu le jour ou auraient été considérablement retardés.

Quelques victoires obtenues grâce aux grèves et aux mobilisations, en Belgique:

- ➔ 1923 : Instauration de l'assurance pension obligatoire.
- ➔ 1936 : Obtention des congés payés.
- ➔ 1944 : Création de l'ONSS (Office National de Sécurité Sociale).
- ➔ 1952 : Extension des congés payés à deux semaines.

Aujourd'hui, ces acquis sociaux sont en danger, remis en cause sous prétexte de compétitivité économique ou de crise budgétaire. Sans mobilisation, ces réformes risquent d'être imposées sans opposition. La grève devient alors un outil indispensable pour défendre ces acquis et empêcher leur démantèlement progressif.

Faire grève, ce n'est pas seulement protéger les droits des travailleurs actuels. C'est aussi garantir que les générations futures ne subissent pas une dégradation de leurs conditions de travail. Chaque réforme non contestée crée un précédent et ouvre la porte à d'autres reculs sociaux.

POURQUOI LA PRÉSENCE DES JEUNES SOCIALISTES EST ESSENTIELLE

Les Jeunes Socialistes ont un rôle crucial à jouer dans ce mouvement. Les réformes, contestées aujourd'hui, façonneront le monde du travail de demain. Face à la précarisation croissante de l'emploi, à l'augmentation de l'âge de la retraite et aux attaques contre les acquis sociaux, il est crucial que la jeunesse se mobilise pour défendre son avenir.

En participant activement aux manifestations, les Jeunes Socialistes montrent que la jeunesse n'est ni passive ni indifférente aux enjeux sociaux, mais bien déterminée à lutter pour un modèle de société plus juste et solidaire. Leur engagement permet non seulement de soutenir les travailleurs d'aujourd'hui, mais aussi d'assurer le renouvellement du combat social en portant une voix progressiste et ambitieuse pour les générations futures.

UN COMBAT QUI NE FAIT QUE COMMENCER

Cette grève du 13 février s'inscrit dans un mouvement plus large de résistance aux politiques d'austérité en Europe. En Belgique, elle rappelle que les syndicats et les travailleurs restent vigilants et déterminés à défendre leurs acquis. Si cette mobilisation n'a pas immédiatement mis fin aux réformes du gouvernement, elle a permis de donner une visibilité importante au mécontentement des citoyens et d'envoyer un message clair au gouvernement Arizona: ce n'est que le début d'un marathon de résistance.

En Belgique, faire grève n'est pas juste une action, c'est un droit fondamental, inscrit au cœur de la démocratie.

Maëlys Hennaux
Chargée de projets

02.2025

11



Manif Enseignement: *I have a dream... Arizona dream ?*

Avis et analyse d'une enseignante du général, à Bruxelles



27 et 28 janvier 2025

Une nuée multicolore d'enseignants déferle dans les rues, accompagnée de certains élèves et même de collègues de l'enseignement néerlandophone venus témoigner leur soutien. Des « profs nommés », des jeunes en début de carrière... Tous avancent avec la même détermination, tant que les attaques se multiplient sur de nombreux fronts.

La presse met surtout en avant les revendications liées au changement de statut des enseignants, ainsi que les coupes budgétaires dans l'enseignement qualifiant. La thématique des pensions est un autre point fort qu'elle touche tous les secteurs.

Outre le fait que l'austérité brandie comme une panacée commence sérieusement à lasser, c'est l'incompétence et l'incapacité à cerner les vraies données des problématiques de l'Enseignement qui sont à présent réellement flagrantes. Dans le cortège, ceux qui ont voté MR ou Engagés sont aussi présents, tout simplement parce qu'ils se sentent trahis par rapport aux promesses électorales avancées par les candidats qui furent leur choix. Quant aux autres, ils ont la désagréable sensation d'évoluer dans un cauchemar éveillé.

Depuis l'élaboration et la mise en place « au forceps » du Pacte d'Excellence, le monde de l'Enseignement assiste à un ballet de pseudo-démocratie. Des ateliers organisés, qui étaient tellement cadenassés qu'il était impossible d'y diffuser une opinion; en passant par l'élaboration des plans de pilotage que certains enseignants naïfs ont d'abord vu comme une « opportunité », une machine chronophage, qui ne sert en rien aux élèves, s'est imposée aux équipes pédagogiques, qui ont déjà dû faire face à un raz-de-marée nommé « Enseigner au temps du Covid ». Loin de faire un bon titre pour un roman de réalisme magique, ces années de pandémie ont mis à mal les pratiques pédagogiques. La dimension humaine du métier est encore plus perceptible dans ce fameux « monde d'après », qui est finalement le monde d'avant, mais en nettement moins bien.

Non sans sophisme, le gouvernement actuel brandit inlassablement l'excuse que l'idée du Pacte ne vient pas d'eux et qu'il a été validé par la base (les profs) et les syndicats. Par ailleurs, la déclaration de politique commune s'apparente à un gigantesque écran de fumée: il faut faire le point, évaluer (avec des consultants externes, probablement), quantifier les résultats de ce qui a déjà été mis en place avant de jouer au *Stop ou Encore*. Affront total pour les

instituteurs et les enseignants du premier degré du secondaire, qui savent encore moins qu'avant de quoi demain sera fait. Y aura-t-il un tronc commun jusqu'en 3e année secondaire, finalement? Même la ministre n'en sait rien.

Par contre, sur certains points, nous, enseignants, avons des certitudes, et nous sommes prêts à les lui expliquer (avec une méthode explicite, puisqu'à présent, le socioconstructivisme et la méthode inductive n'ont plus la cote chez les psychopédagogues... d'autres rois du flou):

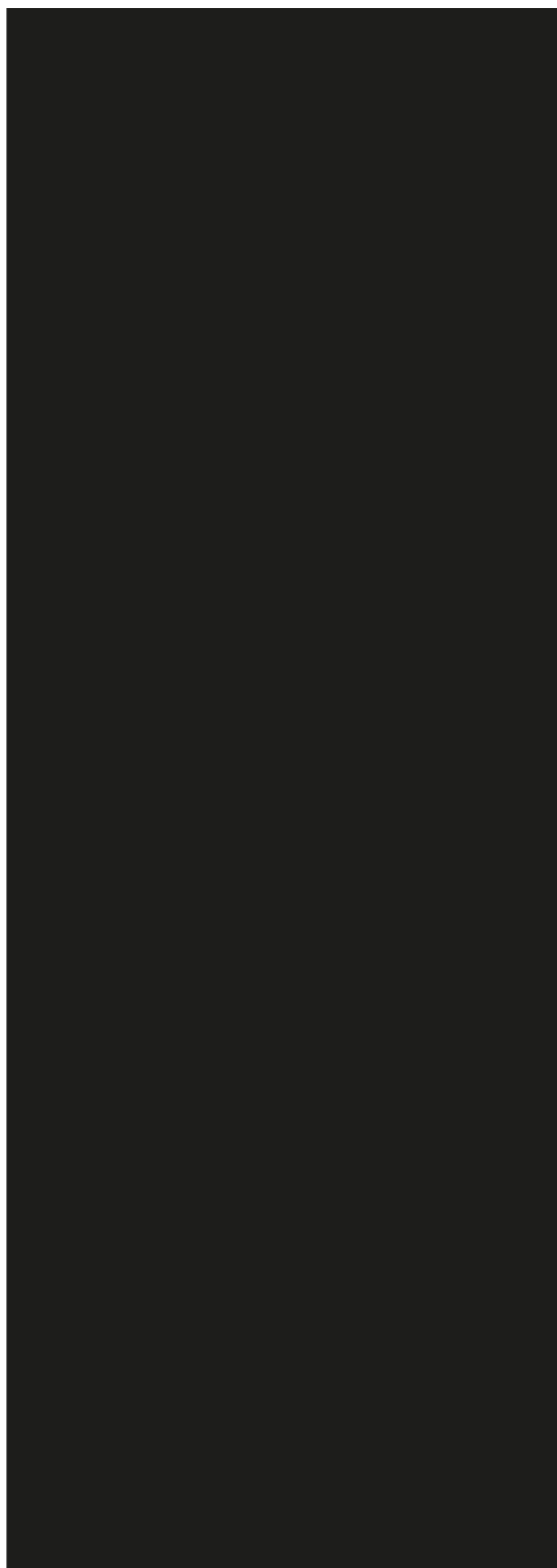
- ➔ Remplacer la nomination par un CDI ou un CDD (elle-même hésite encore) ne résoudra pas la pénurie. C'est une mesure idéologique que l'Arizona rêve d'élargir à tous les fonctionnaires statutaires;
- ➔ Au contraire, réformer ce statut aggravera la pénurie: finie la notion d'enseignant « temporaire prioritaire », place à l'ultralibéralisme qui permet de se débarrasser de quelqu'un beaucoup plus facilement pour des raisons fallacieuses, grâce au CDI. On confond trop souvent les attributions d'un professeur avec son statut: les pertes d'heures d'emploi sont liées à la perte d'élèves, mais le système actuel garantit à l'enseignant un travail dans un autre établissement. Ce qu'il faut vraiment revoir, c'est l'accès, parfois beaucoup trop tardif, au statut de membre du personnel définitif, à savoir la nomination;
- ➔ Flinguer l'enseignement qualifiant amènera avec certitude des pertes d'emplois, reportera le problème sur d'autres secteurs de l'éducation et déforcera l'accès à certaines professions;
- ➔ En l'état, l'application du Pacte d'Excellence en secondaire aggravera la pénurie de personnes disposant des titres requis pour certains cours. Il faudra s'attendre à ce qu'un élève de 12-13 ans ait entre 6 et 10 heures non données dans son horaire, par manque de professeurs correspondant au profil (cours de latin obligatoires en 2e – 3e, cours artistiques et manuels, notamment, seront les parents pauvres des programmes);
- ➔ Comme ailleurs, la surcharge administrative devient sclérosante, pour ne pas dire kafkaïenne, débouchant sur une aporie: soit l'enseignant pompe sur son temps de vie (bonjour les burn-out, démotivations et départs des jeunes et moins jeunes enseignants), soit il néglige ses préparations, ne part plus en voyage scolaire, passe moins de temps à écouter ses élèves, etc.;
- ➔ La pénibilité de la profession nécessite le maintien

de départs anticipés à la pension, d'aménagements de fin de carrière ou sans oublier l'urgence absolue de réduire la taille des classes. Les élèves à besoins spécifiques sont de plus en plus nombreux, et actuellement, il est humainement impossible d'y prêter suffisamment d'attention ;

➔ En avançant sur le boulevard, les manifestants arrivent à hauteur d'un certain bâtiment bien gardé par des policiers antiémeutes et des barrières Nadar... Aux fenêtres, des gratte-papier, hilares, et une banderole parodiant Martin Luther King (un comble!) : *I have a dream...* Rêver tout seul dans sa tour d'ivoire est rarement constructif. Cela déconnecte des réalités. Cela pousse certains à penser qu'il faut dépenser l'argent public pour ce déploiement policier hallucinant : les mouvements de grève des enseignants n'ont jamais été violents. Si l'on considère les précédentes mobilisations (entre 2022 et 2024), aucun incident majeur n'a été noté, même si quelques œufs et quelques jets de peinture ont été sacrifiés pour l'occasion.

Les enseignants ne manifestent pas que pour eux-mêmes : ce sont les questions sociales et éducatives, l'avenir de leurs élèves et de la société en général qui les motivent. Constaté qu'un dispositif policier, plus excessif que préventif, est mis en place avant même l'arrivée du cortège, en dit long sur la criminalisation implicite du concept de grève et plus largement, du droit à la liberté d'expression.

À force de mépriser ceux qui forment l'avenir, il ne faudra pas s'étonner si demain, plus personne ne sait lire... l'explicite ou l'implicite des belles promesses électorales.



JEUNES★FGTB

Jeunes FGTB asbl

jeunes-fgtb.be

Jeunes FGTB et Jeunesse unis contre les mesures Arizona

16



NOTRE AVENIR EST EN JEU

Le 13 février, les jeunesses syndicales descendront dans la rue pour lutter contre les mesures du gouvernement De Wever. Celles-ci appellent à un front commun de la jeunesse contre la casse sociale, les divisions et l'appauvrissement.

Le futur gouvernement Arizona (MR, N-VA, Les Engagés, CD&V, Vooruit) compte imposer des mesures impopulaires comme la limitation des allocations de chômage dans le temps, l'exploitation toujours plus accrue des étudiants et étudiantes et la stagnation des salaires. Le projet de ce gouvernement ne permettra pas aux jeunes travailleurs et travailleuses de se projeter sereinement dans la vie active.

Ce que l'Arizona prévoit pour les jeunes c'est :

- ➔ travailler plus longtemps dans la précarité, enchaîner les intérimis et subir toujours plus de flexibilité;
- ➔ sacrifier nos services publics, couper dans l'éducation, la santé et les transports au nom de l'austérité;
- ➔ exclure au lieu de rassembler, avec un enseignement élitiste qui écrase au lieu d'accompagner;
- ➔ diviser pour mieux régner, en s'attaquant aux étudiants étrangers, en tolérant le racisme et en réprimant les mouvements sociaux.

C'est pour ces différentes raisons que nous répondons à ce gouvernement par un message de résistance. Nous défendons une société de justice sociale et de solidarité, où les besoins de chacun passent avant la quête de profit. Nous résistons pour une société où l'enseignement, la santé et l'emploi ne sont pas des privilèges, mais des droits.

La droite raconte partout qu'il n'y a pas d'argent et que c'est l'heure du sacrifice. Pourtant, la Belgique est l'un des pays les plus riches du monde, où le BEL20 ne se prive pas de distribuer des dividendes.

Nous appelons à aller chercher l'argent là où il est pour construire une autre société dans laquelle :

1. les élèves du qualifiant et les étudiants ont le droit de réaliser leurs rêves, quels que soient leur origine ou leur parcours;
2. les jeunes accèdent à un travail stable et de qualité, et nos aînés à des pensions dignes;
3. les Services publics et la Sécurité sociale sont

refinancés, car l'enseignement, les soins de santé, les transports publics et la culture sont des priorités;

4. la politique climatique est centrale et ne laisse personne sur le carreau.

Nous sommes une génération qui refuse de plier. Arrêtons de nous faire marcher dessus pour enrichir les plus nantis et reprenons notre destin en main.

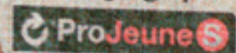


17



Chronique d'une Détachée pédagogique en sac à dos. 1. Plan T: Planter à la mode Thiagi

Détachée
Pédagogique



18



De la réunion d'organisation du Plan T, en mars 2024, sont nées des collaborations entre associations.

Parmi elles, une singulière s'est composée entre quatre membres formateurs (ou plutôt formatrices): Sandrine (CIDJ), Alice (CEDAS), Delphine et Stéphanie (ProJeuneS), rassemblées autour de la thématique « Outils de formation et jeux-cadres Thiagi ».

JEUDIS 13 ET 21 DÉCEMBRE 2024

La Cité de la Jeunesse, située chez Promo Jeunes, nous a accueillis pendant deux jours, durant lesquels une dizaine de participants ont pu expérimenter à travers de multiples activités, les outils de formations et jeux-cadres *Thiagi*.

« TU ME DIS, J'OUBLIE. TU M'ENSEIGNES, JE ME SOUVIENS. TU M'IMPLIQUES, J'APPRENDS. »¹

Vous avez dit Thiagi ?

Mais au fond, qui est-il ?

Sivasailam Thiagarajan, alias Thiagi, est né à Madras (Inde) et vit aux États-Unis. Spécialiste de jeux de formation (qu'il définit comme « activités interactives »), il a créé et développé le concept unique de jeux-cadres, qu'il présente lors de nombreux ateliers et séminaires à travers le monde.² Grâce à sa créativité débordante, il a permis, à travers ses activités ludiques, d'élaborer des formations portées exclusivement sur une pédagogie active et ludique, favorisant ainsi l'apprentissage par l'expérience et l'échange entre les participants. Un contexte riche en exploration, en découvertes, mais également placé sous le signe de l'implication: non seulement les participants de la formation ont vécu de multiples activités, mais qui plus est, ils ont ensuite été amenés à en réaliser eux-mêmes et à les tester auprès des autres. S'ensuivaient inévitablement des moments de réflexion, quant à la pertinence et au transfert des activités que chacun pourrait emporter et essayer plus tard, sur le terrain.

De manière générale, cette formation a remporté un vif engouement. Les participants sont repartis satisfaits et munis de nouveaux outils d'apprentissage dans leurs structures respectives.

1| Benjamin Franklin

2| Voir: ligue-enseignement.be/les-jeux-cadres-de-thiagi#:~:text=Sivasailam%20Thiagarajan%2C%20alias%20Thiagi%2C%20est,séminaires%20à%20travers%20le%20monde

C'est ça aussi le Plan T: se former et s'enrichir de nouvelles semences à partager ensuite de son côté.

Pour aller plus loin: ressources.mieux-apprendre.com/les-jeux-de-thiagi - un site vous offrant de multiples activités « jeux-cadres ».

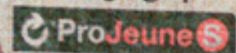


19



Chronique d'une Détachée pédagogique en sac à dos. 2. Plan T: Semer la diversité

Détachée
Pédagogique



JEUDI 9 JANVIER 2025

Il neige sur Bruxelles. Mais cela n'a en rien arrêté nos 8 participants à venir nous rejoindre dans les locaux du BIJ pour cet atelier animé par Marc, du Forum des Jeunes. Au menu? Plaidoirie pour la diversité. Tout un programme. À ce stade, nous ignorons que l'expérience que nous allons vivre va changer nos perceptions de la vie d'un tribunal, adapté à une situation discriminante, un fait de la vie de tous les jours passé sur le banc des accusés et traité avec justesse.

« LA JUSTICE N'EST PAS QU'UNE NOTION ABSTRAITE, MAIS UN BESOIN QUI NE PEUT PAS ATTENDRE DEMAIN. »¹

Après une activité brise-glace nous permettant à tous de nous présenter, après un résumé en bonne et due forme de la structure qu'il vient représenter aujourd'hui, Marc relate l'historique de cette activité, jeu de rôles sérieux, imaginé par un groupe de jeunes et qui, via la reconstitution d'un procès, va projeter les participants dans la résolution d'une situation discriminante, dans le respect de la justice. Ensuite, Marc brosse dans les grandes lignes les notions de la discrimination, de ses mécanismes, sans oublier ces stéréotypes que nous nourrissons si facilement à plus d'un égard. À la suite de cet aspect théorique, place à l'implication, à la participation. Et c'est ici que tout se joue. Notre formateur nous présente une situation (ici, une policière est confrontée au sexisme), une reconstitution de procès, et entame la distribution des rôles que nous endosserons, tel un gant dans lequel nous choisirons de nous glisser le temps d'une matinée, le temps que justice soit rendue et appliquée. Le mien garantira une main de fer dans un tissu fait de velours: je suis désignée pour représenter « Madame la Procureur ».

Grâce à la fiche qui nous est remise, nous découvrons l'enjeu de notre rôle, sa dimension... Ses attentes aussi. Les premiers questionnements passés, il est temps de se jeter à l'eau. La rigueur est de mise. Le sérieux tapisse les lieux. Et nous nous laissons absorber par la scène qui se joue. Et là, la magie opère: on se prend au jeu! On fixe notre attention sur les témoignages des personnages qui défilent, en veillant surtout à ne pas les interrompre (garder nos questions pour la fin, ou comment pratiquer l'écoute active?) On étudie les réactions des autres, on adapte les nôtres, on recherche la meilleure solution.

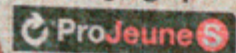
¹ | Fransisco Sionil José

Au final, avec le recul réalisé lors du débriefing, on s'étonne de ce qu'on peut accomplir. On se découvre parfois une nouvelle facette. On prend conscience que chaque position a de l'importance. Au fond, chacun de nos actes ne comporte-t-il pas ses conséquences, positives ou négatives, aussi infinitésimales soient-elles? On sort de là grandi: on a poussé. Le Plan T possède des ressources, que chacun enrichit avec ses trésors, avec ses potentiels, ses spécificités. Une fois encore, je me conforte dans l'idée que c'est à la croisée des autres qu'on s'enrichit! Pour aller plus loin: forumdesjeunes.be/outils-pedagogiques-cat/plaidoiries-pour-la-diversite — site du Forum des Jeunes, sur lequel vous pourrez aisément découvrir cet outil pédagogique hors du commun!



Chronique d'une Détachée pédagogique en sac à dos. 3. Plan T: Comment planter en s'amusant?

Détachée Pédagogique



22



MARDI 21 JANVIER 2025

Nous voilà arrivés au dernier atelier du cycle du Plan T 2024. Pour clore ce chapitre, nous proposons, en partenariat avec Anaïs, détachée pédagogique du MJS (Mouvement des Jeunes Socialistes), une formation d'une journée sur le thème de la ludification.

Pour cet ultime atelier, nous déployons notre matériel et accueillons nos 8 participants dans les locaux de la Fédération socialiste bruxelloise, située non loin des bureaux de ProJeuneS.

« LE JEU EST LE MEILLEUR MOYEN D'APPRENTISSAGE DU CERVEAU »¹

La ludification... ou comment transposer des thématiques parfois complexes de façon amusante et attractive auprès des jeunes ?

Parce qu'au fond, le problème ne se situerait-il pas ici? Cette difficulté majeure à laquelle de nombreuses Associations (et Organisations) de jeunesse sont confrontées aujourd'hui: l'implication et la participation continues des jeunes au cœur de leurs structures? Et quoi de plus probant que le jeu, de plus adéquat comme support, comme biais, avec cette jeunesse indubitablement baignée dans la gamification au quotidien, pour prétendre répondre à ces besoins d'implication ?

Après une mise en bouche ludique où chaque participant se présente et se dévoile, le ton est donné. Le jeu mènera la danse toute la durée de la formation. Les différents types de jeux sont découverts: jeux de plateaux, jeux en ligne, *escape game*, gamification...

Les grandes lignes sont dégagées. Chaque modèle pose alors ses spécificités, ses techniques, ses manières d'approche. On dégage les différences, les similitudes. Ici, pas de vérités universelles, mais bien un ensemble de pistes, d'outils à traduire, à convertir selon les besoins de chacun. Des réflexions menées, des idées de solutions soumises aux structures présentes et qui diffusent leurs problématiques. La création d'un jeu par groupe et sa présentation viendront clôturer cette journée riche en découvertes et échanges.

Une fois encore, le Plan T marque les esprits, définit sa dimension et ses rôles à travers l'enrichissement et l'apprentissage grâce et à travers les autres.

¹ | Diane Ackerman

Objectifs atteints pour ce cycle: le Plan T a porté ses fruits!



23





OXYJeunes asbl

oxyjeune.be

OXYJeunes fête ses 30 ans

Le 12 avril 2025, OXYJeunes fête ses 30 ans d'existence.

Pour l'occasion, nous vous donnons rendez-vous au Château OXYJeunes à Farciennes pour une journée exceptionnelle, remplie d'animations, d'activités, de musique et de surprises. Une occasion unique de revivre l'histoire de l'ASBL, de découvrir ses actions, ses projets et de fêter ensemble cet anniversaire inoubliable.

L'entrée est libre et gratuite, alors venez souffler ces 30 bougies avec nous.

UNE PROGRAMMATION VARIÉE

Dès 13 heures, les festivités débuteront avec un programme varié, pour toutes et tous :

- Exposition immersive : Plongez dans les moments forts et les actions marquantes d'OXYJeunes.
- Animations festives : Grand jeu sur tout le site, initiation au cirque, djembé, châteaux gonflables, grimage, photo boots, jeux en bois, création de bijoux, etc.
- Ateliers collaboratifs : Participez à une fresque collective, imaginez « OXY dans 30 ans », ou initiez-vous au graff !
- Food-trucks et bar : Pour se régaler tout au long de l'événement.

À partir de 19 heures, place à une soirée rythmée par des concerts et un DJ set pour clôturer la fête en beauté !

- 19 heures : Concert de *Sweet Insane*
- 20 heures : Concert de *Ferro Brother & Sister*
- 21 heures : *DJ K-Rys*

UN ÉVÉNEMENT ENTIÈREMENT GRATUIT

L'entrée est libre et gratuite, alors rendez-vous le 12 avril 2025 pour fêter.

- Lieu : Château OXYJeunes, rue Albert 1^{er}, 89 à Farciennes
- Horaire : de 13 heures à 23 heures
- Prix : gratuit

Rejoignez-nous pour une journée pleine d'émotions et de festivités. On vous attend nombreux !

UN NOUVEAU LOGO POUR MARQUER LE COUP!

Cet événement sera aussi l'occasion de dévoiler le nouveau logo et la nouvelle charte graphique d'OXYJeunes. Une nouvelle identité visuelle pour écrire ensemble le futur de l'ASBL... Curieux ? On vous laisse la surprise !





Solsoc asbl

solsoc.be

La course inégale aux minerais de la transition énergétique

Face à l'urgence climatique, la transition vers les énergies renouvelables entraîne une explosion de la demande pour les minerais dits « stratégiques ». Mais au-delà de cette course aux ressources, une réalité qui devient difficile à ignorer : l'exploitation de ces minerais provoque une déforestation, la contamination des sols et des eaux, des conditions de travail précaires et exacerbe l'insécurité. Le paradoxe est troublant : la lutte contre le réchauffement climatique risque de provoquer de nouvelles destructions écologiques et sociales.



CONCENTRATION DES RESSOURCES, CONSÉQUENCES DRAMATIQUES

Pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, l'Union européenne devra considérablement augmenter ses importations : 35 fois plus de lithium (soit 800 000 tonnes par an), 26 fois plus de terres rares et plus de 3 fois la quantité actuelle de cobalt, selon une étude de l'Université *KU Leuven*. Cette dépendance croissante constitue un défi majeur, celui de garantir un approvisionnement stable. La production des minerais essentiels à la transition énergétique est concentrée dans quelques pays, notamment en Afrique. La République démocratique du Congo (RDC), premier producteur mondial de cobalt, détient 73 % de la production mondiale, mais la richesse minière ne profite pas à sa population. À Kolwezi, des mineurs artisanaux, travaillant dans des conditions proches de l'esclavage, contribuent à une grande partie de la production de cobalt, tandis que les multinationales réalisent des profits colossaux.

Ce modèle extractiviste génère des inégalités profondes avec des conséquences graves : pollution, destruction des écosystèmes et violations des droits

humains. Cette dynamique se retrouve aussi en Asie et en Amérique latine. Partout, l'exploitation intensive des ressources naturelles mène à l'accaparement des richesses par des élites locales et des entreprises multinationales.

DES RÉGULATIONS MONDIALES NÉCESSAIRES

Les réglementations internationales actuelles ne suffisent pas à protéger efficacement les travailleurs et travailleuses, les communautés et les écosystèmes des abus des entreprises. Les principes directeurs de l'OCDE demeurent non contraignants, le règlement européen de 2017 sur les minerais de conflit ne couvre qu'un nombre restreint de minerais et d'entreprises, laissant de nombreux secteurs à l'abri de toute régulation. En parallèle, la Directive sur le devoir de vigilance des entreprises de 2024 constitue un progrès, mais comporte encore des lacunes majeures et risque d'être prochainement vidée de sa substance.

L'Union européenne, très dépendante des importations de minerais, a adopté le *Critical Raw Materials Act* pour sécuriser ses approvisionnements d'ici

Mineurs à Kolwezi — ©Ley Uwera/Solsoc



2030. Ce plan repose sur la diversification des partenariats internationaux, la réouverture de mines en Europe, et l'investissement dans le recyclage et les substituts. Toutefois, l'absence de référence à des principes fondamentaux tels que le consentement libre, préalable et éclairé, expose les communautés locales à des violations et à la destruction de leurs écosystèmes. Un accord signé avec le Rwanda en février 2024, dans le cadre de la stratégie *Global Gateway*, illustre cette dérive liée à la course aux matières premières. En s'associant à un pays accusé par des experts de l'ONU de soutenir un groupe armé pillant les ressources de la RDC, l'UE trahit ses engagements et contribue à la déstabilisation régionale. Face à ces limites, un traité international contraignant est indispensable. Il imposerait des obligations légales aux entreprises pour prévenir les violations des droits humains et les destructions environnementales, tout en offrant des recours pour les victimes.

AGIR SANS ATTENDRE

Chez Solsoc, nous défendons une transition énergétique juste et durable, qui ne repose ni sur l'exploitation des communautés locales ni sur la destruction des écosystèmes. En RD Congo, nous accompagnons *ATRAM*, un réseau de plus de 1 000 mineurs artisanaux engagés dans la défense des droits des travailleurs et travailleuses et l'amélioration de leurs conditions de travail. À travers son plaidoyer, *ATRAM* milite pour un site d'exploitation légal et des salaires décentes. D'autres initiatives, comme la coopérative *Mwangaza*, aident les femmes et les jeunes à sortir de l'exploitation minière en développant des activités agricoles et artisanales. Bien que la RD Congo dispose d'un potentiel agricole immense, avec plus de 800 000 km² de terres fertiles inexploitées, le pays reste largement dépendant du secteur minier, qui représente 30 % de ses recettes publiques.

En Colombie, dans la région du Bajo Cauca, l'exploitation aurifère dans le fleuve Nechí impacte sévèrement l'environnement et les communautés locales. Le mercure, encore utilisé par l'exploitation minière illégale contamine les écosystèmes aquatiques. Les rares poissons que les pêcheurs et les pêcheuses trouvent encore sont toxiques pour leur santé. Aux côtés de notre partenaire, l'IPC, nous soutenons la *Red Pluriétnica*, un réseau de plus de 130 organisations locales qui lutte pour la défense de l'intégrité du fleuve, l'accès à l'eau et aux terres face à l'expansion des multinationales et des groupes armés. Ces actions et combats incarnent une vision alternative

du développement, respectueuse des droits des peuples et de la nature.

VERS UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE

La transition énergétique ne sera véritablement réussie que si elle repose sur une répartition équitable des richesses et le respect des droits des populations locales. Les initiatives en RDC et en Colombie, mises en lumière à travers la campagne *JUST*, montrent qu'un autre modèle de développement est possible. Il est urgent de renverser la logique capitaliste prédatrice. Seule une transformation profonde du système permettra d'assurer que la transition énergétique ne reproduise pas les injustices du passé, mais serve au contraire à construire un futur durable.





Colloque: L'analyse de l'impact dans l'action sociale. Entretien



IMPACT DE L'ACTION SOCIALE: UN COLLOQUE POUR RÉINVENTER LES MODES D'ÉVALUATION ET REDÉFINIR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Dans un contexte de transformations profondes et de tensions croissantes dans l'action sociale, le STICS réunit experts et expertes, et acteurs et actrices sectoriels, le 9 avril à l'*Infrabel Academy* à Bruxelles, à l'occasion du colloque « L'analyse de l'impact dans l'action sociale: quel dialogue entre acteurs collectifs ? »

Organisée en partenariat avec la COCOF, cette journée de mise en commun et de réflexion doit ouvrir des voies pour repenser l'évaluation de l'impact social, un outil souvent sous-exploité. À une époque marquée par des inégalités grandissantes et un désengagement des pouvoirs publics, cet événement ambitionne de fédérer acteurs publics, privés et associatifs pour redynamiser les méthodologies d'évaluation. Avec des ateliers sur des thèmes clés comme la santé, l'économie-écologie, les valeurs et la participation, le colloque cherche à encourager une approche plus transversale et collaborative. L'objectif: faire de l'évaluation un levier stratégique pour des politiques publiques plus efficaces et inclusives. Nous avons posé quelques questions à Carlo Caldarini, membre de l'équipe d'organisation du STICS, afin de dresser plus en détail le programme des activités.

Dans quel contexte s'inscrit l'organisation de ce colloque sur l'analyse de l'impact dans l'action sociale?

L'idée — ou plutôt le besoin — de ce colloque est née dans un contexte de profondes mutations, à la fois conjoncturelles et structurelles, qui affectent l'action sociale. Malheureusement, ces changements ne vont ni dans le sens d'une amélioration des politiques sociales, ni vers une meilleure reconnaissance de la culture et des méthodes d'évaluation d'impact.

Les résultats de cette évolution sont pourtant visibles: précarité croissante, inégalités d'accès au logement, désengagement des pouvoirs publics dans les politiques sociales et culturelles, recul des mesures de lutte contre le changement climatique, gestion des phénomènes migratoires de plus en plus restrictive, alors même qu'ils sont accentués par le changement climatique, etc.

Dans ce contexte, les outils d'évaluation d'impact restent sous-exploités ou trop peu ambitieux, ce

qui limite leur capacité à orienter efficacement les politiques sociales. De plus, la fragmentation des acteurs (publics, privés, associatifs, académiques) empêche une approche cohérente et transversale.

Notre colloque vise donc à fédérer un maximum d'acteurs issus de divers horizons afin d'ouvrir un dialogue intersectoriel pour améliorer la mesure de l'impact social, en proposant des méthodologies adaptées et en encourageant une coopération plus étroite...

Pourquoi est-il essentiel de mesurer l'impact dans l'action sociale, et quels défis cette analyse rencontre-t-elle sur le terrain?

Mesurer l'impact est crucial pour garantir que les actions mises en place atteignent réellement leurs objectifs. Sans une évaluation rigoureuse, les politiques risquent non seulement d'être inefficaces, mais aussi de renforcer les inégalités au lieu de les réduire.

Mais au-delà de cela, il est essentiel que les décisions politiques tiennent compte des évaluations déjà existantes. Prenons un exemple concret que nous aborderons lors du colloque: Une étude publiée en 2023 a analysé 10 ans d'application de la dégressivité des allocations de chômage. Résultat: cette politique n'a eu aucun impact positif ni sur le retour à l'emploi, ni sur l'augmentation du taux d'emploi, ni même en termes financiers pour l'État. Cette étude n'a pas été réalisée par un syndicat ou un parti politique, mais par le service d'études de l'ONEM.

D'autres études universitaires et indépendantes aboutissent aux mêmes conclusions. Pourtant, la coalition gouvernementale actuellement en place en Belgique semble ignorer ces évaluations dans la conception de ses nouvelles politiques de l'emploi et de la sécurité sociale.

Ce manque de prise en compte des données d'impact est un problème récurrent. Plusieurs obstacles freinent leur intégration dans l'action publique:

- ➔ Une approche trop administrative: les évaluations se concentrent souvent sur des critères formels plutôt que sur les effets concrets pour les bénéficiaires.
- ➔ Des outils inadaptés: certaines méthodologies sont rigides et ne tiennent pas compte de la complexité des réalités sociales.
- ➔ Un manque de coopération entre les acteurs: sans vision commune, les évaluations restent



cloisonnées.

- ➔ Des décisions budgétaires arbitraires : les coupes budgétaires sont souvent motivées par des impératifs politiques plutôt que par des analyses objectives.

L'enjeu est donc de développer des outils d'évaluation plus adaptés, à la fois qualitatifs et quantitatifs, et de repositionner l'évaluation comme un levier stratégique au service de l'action sociale.

Que peuvent apporter de nouvelles approches méthodologiques dans l'analyse de l'impact et comment ces approches peuvent-elles transformer l'action sociale ?

Il est temps d'oser bousculer les habitudes et de repenser nos méthodes d'évaluation. De nouvelles approches méthodologiques peuvent véritablement révolutionner la mesure d'impact et son utilisation dans la prise de décision.

Quelques pistes à explorer :

- ➔ Aller au-delà des chiffres avec des indicateurs plus qualitatifs : mesurer la qualité de vie, l'autonomie des bénéficiaires, la perception des usagers, en complément des données chiffrées.
- ➔ Renforcer les approches collaboratives et participatives : impliquer directement les bénéficiaires et les travailleurs sociaux pour une vision plus réaliste et ancrée dans le terrain.
- ➔ Tester des expérimentations de terrain : inspirées des études randomisées en économie, elles permettent d'identifier les pratiques les plus efficaces avant de les généraliser.
- ➔ Explorer, pourquoi pas, l'intelligence artificielle : croiser des données qualitatives et quantitatives pour mieux anticiper les tendances et affiner les politiques.
- ➔ Et surtout, réfléchir aux valeurs sous-jacentes aux évaluations d'impact : évaluer, c'est attribuer une valeur... Mais sur quelles bases choisissons-nous nos critères d'évaluation ?

Quatre grandes thématiques ont été définies : le social-santé, l'économie-écologie, la participation et les valeurs. Quelles ont été les raisons de ce choix et de quoi sera-t-il exactement question ?

L'analyse d'impact ne consiste pas simplement à mesurer des résultats. Elle pose des questions méthodologiques, éthiques et politiques fondamentales. À travers ces quatre axes, nous voulons mettre

en lumière les tensions entre objectifs sociaux, contraintes économiques et exigences écologiques, tout en questionnant le rôle des parties prenantes dans la construction d'une évaluation pertinente et légitime, ainsi que les valeurs qui la sous-tendent :

1. Impact social et santé : comment évaluer pour agir ? — Il est désormais clair que la santé et le social sont deux aspects indissociables, l'un étant la cause et l'effet de l'autre. L'objectif de cet atelier est de lier l'évaluation à l'action, en veillant à ce que les résultats obtenus servent à orienter les choix politiques et institutionnels.
2. Économie et écologie : oxymore ou nouveau paradigme ? — La transition écologique impose une redéfinition des critères d'évaluation de l'impact, notamment en conciliant impératifs économiques et respect des limites écologiques. Cet atelier permettra d'examiner comment ces tensions influencent les méthodologies d'évaluation et les décisions politiques.
3. Comment la participation et la collaboration influencent-elles la mesure de l'impact ? — L'évaluation ne peut se faire sans considérer la voix des parties prenantes. En intégrant les bénéficiaires et les professionnels dans le processus, on enrichit l'analyse et on renforce la pertinence des actions menées. Cet atelier questionnera les méthodes participatives et leurs limites.
4. Évaluer en fonction de quelles valeurs ? — Toute évaluation repose sur des choix et des valeurs implicites. Cet atelier analysera comment des principes tels que la justice sociale ou climatique influencent la conception des outils d'évaluation et les décisions prises en matière de politiques publiques.

En structurant notre colloque autour de ces quatre axes, nous souhaitons en somme stimuler une réflexion critique et pragmatique sur l'évaluation d'impact, afin qu'elle devienne un véritable outil d'aide à la décision, au service du changement social.

Pour conclure, à quoi peuvent s'attendre les participants et participantes à ce colloque ? Qu'espérez-vous qu'il en ressorte ?

Selon les principes de l'éducation permanente, nous proposons aux participants de prendre du recul et de développer leur esprit critique par rapport aux pratiques d'évaluation. Ils peuvent s'attendre à une journée riche en échanges et en apprentissages concrets, mêlant : interventions d'experts sur des enjeux clés, études de cas pour illustrer les

méthodologies en action, échanges interactifs pour approfondir la réflexion et partager des pratiques. Nous espérons que cette journée contribuera à changer les regards sur l'évaluation d'impact, en la repositionnant comme un outil stratégique au service de la société tout entière. Notre ambition est aussi de poser les bases d'une dynamique collective, où l'évaluation devient un espace de dialogue et de coconstruction entre acteurs publics, associatifs et privés. Car évaluer, ce n'est pas seulement mesurer : c'est aussi décider du sens que nous donnons à nos actions.

Date : 9 avril 2025 — 8h30-16h30
Lieu : *Infrabel Academy*, rue Dubois-Thorn 50, 1080 Molenbeek-Saint-Jean
P.A.F. Services publics : 110 €
P.A.F. Secteur associatif : 90 €
P.A.F. Étudiants/étudiantes, demandeurs/demandeuses d'emploi et retraités/retraitées : 90 €
Infos et inscriptions sur le site : stics.be



STICS : Modules avril-juin 2025

RÉFÉRENCE	INTITULÉ DU MODULE	DATES
19-2025	Concevoir et gérer des projets écoresponsables: contribuer au développement durable	01, 08, 15 avril et DIAGNO'Stics le 20 mai 2025
59-2025	Les bases de l'intelligence collective pour des réunions efficaces et des collaborations engagées!	04, 17 avril, 15 mai et DIAGNO'Stics le 26 juin 2025
21-2025	Prise de parole en public et communication de ses idées	04, 11, 18 avril et DIAGNO'Stics le 23 mai 2025
34-2025	Se former au modèle Com'Colors pour mieux se connaître et mieux connaître l'autre	10 et 17 avril 2025
53-2025	ATELIER A DISTANCE Changer en jouant avec ses rêves	15 avril 2025
55-2025	Redonner du sens à son parcours avec l'Arbre de vie	17 avril 2025
08-2025	Être serein/sereine lors de prise de parole en public. S'adresser à un public avec confiance et sérénité	17 et 18 avril 2025
11-2025	Les défis du leadership au féminin, comment trouver son propre style pour accompagner les équipes et développer des projets?	22 avril et 6 mai 2025
54-2025	FORMATION A DISTANCE Comment parler de soi avec authenticité et convaincre: le pitch émotionnel	24 avril 2025
48-2025	Gérer un projet immobilier au sein de mon ASBL	25 avril 2025
47-2025	La carte mentale dans tous ses états: un outil pour penser, une technique pour s'organiser, un espace pour créer...	15 et 22 mai 2025
24-2025	Introduction à ChatGPT, aux IA génératives et aux techniques de prompting	16 mai 2025
49-2025	Gérer un projet immobilier au sein de mon ASBL	23 mai 2025
56-2025	Bienveillance: mieux gérer le bien-être relationnel avec les personnes âgées	27 mai et 5 juin 2025
52-2025	Introduction à ChatGPT, aux IA génératives et aux techniques de prompting	3 juin 2025
60-2025	Travailler en partenariat, travailler en réseau: outils et stratégies pour favoriser la coopération	05, 06, 13 juin et DIAGNO'Stics le 8 juillet 2025
66-2025	Le secret professionnel partagé en travail social	13 et 27 juin 2025

STICS asbl, en partenariat avec ProJeuneS, vous propose ce programme de formations. Voyez les conditions de participation avantageuses pour les membres des Organisations de Jeunesse sur : stics.be

LIEU	FORMATEUR/FORMATRICE	CATÉGORIE
STICS asbl	Erwan MARJO	Manager — être leader
STICS asbl	Valérie WATILLON	Gérer des projets de A à Z
STICS asbl	Erwan MARJO	Bien-être, communication
Auberge de Jeunesse de Charleroi	Nathalie JACQUET	Bien-être, communication
À DISTANCE	Sylvie NOUAILLE	Bien-être, communication
Carrefour 19 ASBL	Geneviève THULLIEZ	Bien-être, communication
STICS asbl	Babou SANCHEZ	Bien-être, communication
STICS asbl	Latifa AYADA	Manager — être leader
À DISTANCE	Sylvie NOUAILLE	Bien-être, communication
STICS asbl	Antoine BAUDOT	Gérer des projets de A à Z
STICS asbl	Céline LANGENDRIES	Outils au service de ma pratique professionnelle
Auberge de Jeunesse de Mons	Alain EJZYN	Outils au service de ma pratique professionnelle
STICS asbl	Antoine BAUDOT	Gérer des projets de A à Z
STICS asbl	Anne HABETS	Bien-être, communication
STICS asbl	Alain EJZYN	Outils au service de ma pratique professionnelle
STICS asbl	Céline LANGENDRIES	Gérer des projets de A à Z
STICS asbl	Carlo CALDARINI	Outils au service de ma pratique professionnelle



1. RÈGLES TEXTUELLES POUR UN ARTICLE

La Rédaction du Pro J n'exige pas un nombre précis de caractères pour les textes qui lui sont soumis, en vertu du fait qu'un texte a « la bonne longueur » quand son auteur estime librement avoir exprimé son propos complètement. La moyenne de longueur des textes est équivalente à un ou deux formats A4, dans une police de corps 10 — mais ils peuvent être plus longs, jusqu'à 3, voire 4 pages A4, tenant compte du fait que souvent des images les accompagnent et sont généralement incluses dans le corps du texte, lors de la mise en page, ce qui le rallonge d'autant.

- LES TEXTES DOIVENT NOUS PARVENIR EN FORMAT BRUT, EN TRAITEMENT DE TEXTE, SUR OPEN OFFICE OU WORD, ET NON MIS EN PAGE DANS UN PDF.
- LES IMAGES ILLUSTRANT LE TEXTE DOIVENT NOUS PARVENIR À PART DE CELUI-CI ET NON INCLUSES DANS LE CORPS DU TEXTE.

2. RÈGLES TECHNIQUES POUR LES IMAGES ET LES LOGOS

Les articles peuvent être accompagnés d'autant d'images que l'auteur le souhaite. La Rédaction du Pro J se réserve le choix final et utile des images publiées, en fonction de la place disponible.

Les règles techniques sont par contre très précises et doivent être respectées, sous peine de rendre les images impubliables :

- FORMAT : JPEG (PAS DE PNG, NI DE GIF) ;
- RÉSOLUTION : 300 DPI (PAS DE CAPTURES D'ÉCRAN, NI D'IMAGES ISSUES DU WEB OU EN BASSE RÉSOLUTION À 72 DPI, ISSUES DE TÉLÉPHONES, ETC.)

Chaque texte DOIT être accompagné du logo de l'association concernée, si elle n'a jamais écrit dans le Pro J auparavant. Le format privilégié est celui du dessin vectoriel (Adobe Illustrator: format AI ou EPS). Au cas où vous ne posséderiez pas de version vectorielle, les règles de qualité propres aux images bitmap s'imposent.

La taille physique des images doit correspondre au minimum à celle envisagée de l'impression finale (on peut toujours réduire une image, mais pas l'agrandir sans perdre en qualité). À titre d'exemple, les dimensions d'une pleine page verticale du Pro J sont: 190 x 276 mm.

3. FÉMINISATION DES TEXTES

Le Pro J pratique la féminisation des textes, mais dans le respect strict des règles grammaticales, orthographiques et typographiques en vigueur dans la langue française commune. Ceci, non seulement en vue de préserver la fluidité et la lisibilité des textes, mais aussi dans le sens didactique de ne pas exclure certains publics, *a priori* moins à l'aise avec la pratique de la langue française usuelle, à commencer par les jeunes eux-mêmes, dont les difficultés sont notoires et suffisantes.

Aucune règle générale n'existant actuellement pour la féminisation des textes, le Pro J établit dès lors librement les siennes propres, qui visent avant tout à la plus grande simplicité et surtout à l'*inclusion* d'un public le plus large possible, selon sa mission sociale et d'éducation permanente.

De ce fait, le Pro J ne recourt pas à l'« inclusion » par des points, points médians, des tirets ou toute autre surcharge visuelle, ni à des mots-valises, des néologismes ou des barbarismes. Par contre, nous privilégions l'usage des doublets et de l'accord au masculin ou au féminin, selon la règle « de proximité ». Exemple: « Les étudiantes et les étudiants sont arrivés » ou « Garçons et filles sont arrivées ».

Cette règle de féminisation ne s'applique *que* quand il convient rationnellement de préciser que les deux sexes sont concernés et si cela rajoute une information utile à la compréhension du texte et à sa nuance.

Sinon, la règle du français usuel s'applique sans changement. De même, s'il est admis au début d'un texte que les deux sexes sont concernés (ex: les étudiants *et* les étudiantes), il n'est pas utile de redoubler systématiquement toutes les occurrences suivantes de ces mêmes termes au sein du même texte — le bon sens et l'intelligence du lecteur faisant foi. Ceci afin d'éviter l'alourdissement et l'allongement inutiles des textes et du temps de lecture total. La qualité et l'intelligibilité de l'information de fond primant par principe sur toute autre considération symbolique ou formelle.

4. ÉDITION DES TEXTES

Par souci de cohérence et de qualité éditoriale (et parce qu'*éditer* n'est pas *copier-coller*), tous les textes publiés dans le Pro J sont systématiquement corrigés, tant sur le plan orthographique que typographique, voire syntaxique, s'il y a lieu. Ce, également, afin d'harmoniser les textes entre eux, à l'instar de la mise en page de ceux-ci. Il en va donc de même à propos des procédés hétéroclites de féminisation, qui sont toujours mis en correspondance avec la ligne éditoriale et stylistique du Pro J.

5. CALENDRIER TYPE DES PARUTIONS

Le Pro J paraît TOUS LES TRIMESTRES, soit quatre fois par an :

- SEPTEMBRE — octobre — novembre ;
- DÉCEMBRE — janvier — février ;
- MARS — avril — mai ;
- JUIN — juillet — août.

La sortie intervient normalement autour du 15 du mois ouvrant le trimestre concerné.

De là, LA TOMBÉE DES TEXTES INTERVIENT TOUJOURS UN MOIS AVANT LA SORTIE D'UN NUMÉRO! Donc, selon les cas et sur base des jours ouvrables, cela donne approximativement, une tombée autour de la :

- mi-août ;
- mi-novembre ;
- mi-février ;
- mi-mai.

6. RÔLES AU SEIN DE LA RÉDACTION DU PRO J

Les appels à textes et l'envoi postal des numéros ou la demande de retrait de notre liste d'envois sont assurés par le responsable logistique, Rosario Fontana: logistique@projeunes.be

MAIS

L'envoi des textes à publier, ainsi que les questions techniques concernant la mise en page, la qualité technique des images, la demande d'un délai pour la remise d'un texte, etc., sont à adresser par mail au Rédacteur en chef, Alain Detilleux: edition@projeunes.be

7. VERSION WEB DU PRO J

Tous les numéros du Pro J se doublent d'une version PDF mise en ligne sur notre site Web — donc, téléchargeables — et restent disponibles en permanence sous forme d'archives électroniques: projeunes.be/publications



SERVICES



Latitude Jeunes asbl | latitudejeunes.be



Excepté Jeunes asbl | exceptejeunes.be



Promo Jeunes asbl | promojeunes-asbl.be



OXYJeunes asbl | oxyjeunes.be



PhiloCité asbl | philocite.eu

AUTRES



Réseau Castor asbl | castor.be

MOUVEMENTS ET MOUVEMENTS THÉMATIQUES



Comité InterUniversitaire des Étudiants en Médecine
cium.be



Faucons Rouges asbl | fauconsrouges.be



MJS asbl – Mouvement des Jeunes Socialistes
jeunes-socialistes.be



Jeunes FG TB asbl | jeunes-fgtb.be

FÉDÉRATIONS DE CENTRES DE JEUNES ET D'ORGANISATIONS DE JEUNESSE



ProJeuneS asbl | projeunes.be



CIDJ asbl | cidj.be



For'J asbl | forj.be





ASBL Fédération des jeunes socialistes et progressistes

40

